Embarras . . .

Al-Wadi, 4 août 1934

Le ministère de l'Intérieur se trouve dans une position embarrassante, mais l'embarras auquel il se voit contraint et astreint ne suscite aucune pitié pour lui dans le cœur des gens, ni aucune sympathie pour lui ; il suscite plutôt, dans le cœur des gens, de la sympathie pour l'Égypte, de la pitié pour l'Égypte, et du chagrin pour ce glorieux pays, que sa réputation en souffre parmi les nations, et que les gens en fassent un sujet de bavardage oisif, de moquerie, et de dérision.

Le ministère de l'Intérieur se trouve dans une position embarrassante, mais cet embarras auquel il se voit contraint est risible, et précisément pour cette raison il est véritablement affligeant : il nous fait rire lorsque nous le regardons et assistons à ses manifestations et à ses conséquences, et il nous afflige lorsque nous y réfléchissons et pesons son impact sur l'âme des étrangers, et sur le jugement des étrangers quant à la vie des Égyptiens. Un des Égyptiens voulait voyager entre les villes égyptiennes, et l'opinion des gens sur cet homme diverge dans l'apparence extérieure de l'affaire, bien qu'elle s'accorde dans la réalité de l'affaire. Le peuple égyptien le voit comme un chef pour l'Égypte, et le déclare chef de l'Égypte, l'aimant comme les peuples aiment leurs chefs, le recevant comme les peuples reçoivent leurs chefs, et le rachetant de leur propre vie comme les peuples rachètent leurs chefs. Le ministère égyptien, et le ministère de l'Intérieur en particulier, croit, lorsqu'il est seul avec lui-même, et avec ses amis, ses partisans, ses alliés, ses conseillers, et les Anglais, que cet homme est bien un chef pour l'Égypte — mais se maudit lui-même s'il devait dire au peuple que cet homme n'est rien, simplement un individu comme n'importe quel autre individu. Et la contradiction entre la croyance et la parole, entre la conviction et l'action, est une source inépuisable de rire — et c'est de là que le ministère de l'Intérieur devint embarrassé, et son embarras fut véritablement risible. Et comment ne pas rire, en entendant du ministère de l'Intérieur, et de tout le ministère, que Mustafa al-Nahhas est un homme que personne n'aime, que personne ne soutient, et à qui personne ne prête la moindre attention,

puis en voyant le ministère de l'Intérieur rassembler, pour cet homme que personne n'aime, que personne ne soutient, et à qui personne ne prête attention, les soldats de l'État, la police de l'État, et les armes de

l'État, et lui préparer tout ce que l'État possède d'habileté et de ruse, d'intelligence et de stratagème, d'astuce et de tromperie ? Si cet homme est effrayant parce que le peuple l'aime, s'attache à lui, le soutient, et le défend, alors que le ministère de l'Intérieur le dise, et déclare qu'il existe en Égypte une révolution continue que le gouvernement s'est révélé incapable de réprimer depuis quatre ans maintenant. Et qu'il prenne les mesures que la révolution exige — proclamant la loi martiale, suspendant les lois habituelles, et saisissant les gens par la force ouverte et la violence pure, continuellement, sans hésitation ni vacillement — et que les gens voient alors si le gouvernement triompherait du peuple, trouvant ainsi un soulagement face à Mustafa al-Nahhas, ou si le peuple triompherait du ministère, trouvant ainsi un soulagement face à lui, et lui face au peuple. Mais si Mustafa al-Nahhas, cet homme, est en vérité un homme ordinaire, sans danger, ne pesant d'aucun poids sur les esprits des gens, n'inspirant aucune crainte qu'il se meuve ou reste immobile, qu'il voyage ou se fixe — alors que le ministère se calme et se rassure, que les soldats de l'État restent dans leurs casernes, la police de l'État à ses postes, les armes de l'État dans leurs entrepôts, et qu'il s'épargne la peine de Mustafa al-Nahhas, et épargne à Mustafa al-Nahhas la peine de lui-même.

Mais ce ministère craint cet homme, et déclare se sentir en sécurité face à lui ; il s'alarme de cet homme, et déclare ne lui prêter aucune attention ; il mobilise toute la force de l'État pour faire la guerre à cet homme, et déclare ne pas se préoccuper de lui. Et c'est ainsi le droit des gens de rire, et le droit des gens de rire longuement, puis le droit des gens de s'affliger, et de s'affliger longuement — car les ministères ne furent pas établis pour la plaisanterie, ni créés pour le jeu, mais furent fondés pour le sérieux pur et sans mélange dans la conduite des affaires.

Laissons de côté tous ces événements survenus à Port-Saïd, à Ismaïlia, et à Zagazig, et laissons de côté cette farce qui se répète chaque vendredi lorsque Mustafa al-Nahhas se rend à la prière dans telle ou telle mosquée — laissons tout cela de côté, car tout le monde le voit, en rit, et s'en afflige. Arrêtons-nous plutôt sur un incident très mineur, survenu à Port-Saïd, et vous y trouverez ce qu'il y a de plus éloquent pour dépeindre l'embarras notoire dans lequel se trouve poussé notre brillant ministre de l'Intérieur, Qaïssi Pacha. Cet homme faible, à qui personne ne prête attention, que personne ne craint, à qui le gouvernement n'accorde pas la moindre considération — j'oublie son nom, je crois qu'il s'appelle Mustafa al-Nahhas — voulait visiter trois des blessés qui étaient soignés, et

étaient encore soignés, à l'hôpital de Port-Saïd. Et ces blessés n'étaient pas tombés dans un affrontement entre la police et le peuple, car il n'y eut jamais un seul affrontement entre la police et le peuple ; ils étaient plutôt tombés par décret du destin — un mur s'était effondré sur eux, ou quelques pierres leur étaient tombées dessus, de celles qui tombent parfois du ciel. On les avait donc transportés à l'hôpital, et cet homme voulait leur rendre visite, pour les consoler et leur témoigner de la sympathie, et je ne sais pas pourquoi le ministère détesta tant cette visite, et la refusa à cet homme — mais cet homme insista sur ce qu'il voulait, et fut déterminé à achever sa visite quelles que soient les circonstances, ce qui est étrange en vérité pour un homme à qui personne ne prête attention, et à qui le ministère n'accorde aucune importance. Plus étrange encore est que ce ministère puissant et redoutable n'ait pas réussi à l'empêcher de la visite, bien qu'il l'ait détestée de la haine la plus totale et l'ait refusée du refus le plus total, et bien qu'il eût érigé des clôtures de fil barbelé autour de l'hôpital, et posté

d'immenses cordons de troupes armées et de police autour de l'hôpital également — et n'importe laquelle de ces mesures aurait suffi à empêcher cet homme, qui ne représente aucun danger, d'atteindre l'hôpital. Pourtant le ministère, malgré tout cela, céda à ce qu'il voulait, et dégagea le chemin entre lui et l'hôpital, jusqu'à ce qu'il finît par l'atteindre — et là le ministère obtint, par la ruse et le stratagème, ce qu'il n'avait pas obtenu par la violence et la force. Là, le personnel de l'hôpital dit à Mustafa al-Nahhas que les blessés avaient déjà été transférés vers un lieu inconnu, et le gouverneur adjoint confirma, en présence d'officiers de l'État, ce que ce personnel avait dit, et Mustafa al-Nahhas se retira de l'hôpital, croyant que les blessés en avaient effectivement été transférés. Mais il y a quelque chose de plus étrange encore que l'insistance de cet homme faible à visiter l'hôpital malgré sa faiblesse, et la soumission du ministère puissant à la volonté de cet homme malgré sa puissance — à savoir que le personnel ne semble pas avoir été honnête lorsqu'il a prétendu à cet homme faible que les blessés avaient été transférés, et que le gouverneur adjoint semble avoir confirmé un mensonge lorsqu'il a confirmé à cet homme faible ce que le personnel avait dit. Car il se pourrait bien que les blessés n'aient pas du tout été transférés, n'aient pas quitté l'hôpital, et que cela n'ait été dit au chef de la délégation que pour l'empêcher d'entrer dans l'hôpital.

Nous voudrions connaître le jugement de la morale sur cette position que le ministère a prise, lorsqu'il a prétendu que les malades

avaient été transférés de l'hôpital, alors qu'ils n'en avaient pas été transférés, mais y avaient été, et y étaient encore.

Nous voudrions aussi connaître le jugement de la religion, et l'avis de Son Éminence, notre grand maître le Cheikh de la mosquée d'Al-Azhar, sur un ministère qui déclare que les blessés ont été transférés d'un hôpital alors qu'ils y avaient été, et y étaient encore. Et nous voudrions connaître le sens politique de cette curieuse position : indique-t-elle la sécurité et la confiance, ou indique-t-elle la peur et le doute ? Puis, après tout cela, nous voudrions connaître la portée de cette position du point de vue de la politique générale : indique-t-elle que le ministère est si embarrassé que cet embarras le contraint à proclamer ce qui n'est pas vrai, ou indique-t-elle que le ministère est si rassuré qu'il n'a nul besoin d'altérer la vérité en quoi que ce soit, ni de prétendre que les blessés avaient été transférés de l'hôpital alors qu'ils y avaient été, et y étaient encore ?

Et enfin, nous voudrions savoir quel exemple le ministère donne au peuple — car les gouvernements, en principe, doivent offrir aux gens un modèle vertueux et un bon exemple, et leur montrer les exemples les plus utiles d'honnêteté, de conseil sincère, de sincérité, et de préférence du bien. Alors que pense le ministère de sa propre position ici ? Et que pense le ministère des gens, s'ils venaient à l'imiter — cachant les malades et les blessés, couvrant ce qui ne devrait pas être couvert, tordant la vérité sur les impôts, cachant l'étendue véritable de ce qu'ils possèdent, et niant l'existence de leurs fils lorsqu'ils sont appelés au service militaire ? Les contraindrions-nous à en répondre, ou les récompenserions-nous pour cela ? Car si nous les blâmons, et qu'ils nous disent que le peuple suit la religion de son propre ministère, comment répondrions-nous ? Et si nous les récompensons, alors la morale serait courroucée, la religion serait courroucée, la loi serait courroucée, et les intérêts de l'État seraient courroucés — comment donc les choses se présenteraient-elles ?

Avez-vous vu quelque chose de plus éloquent pour dépeindre l'embarras que cet incident mineur dans lequel le ministère s'est trouvé empêtré ces derniers jours — et tout cela parce que Mustafa al-Nahhas serait un homme faible dont personne ne se soucie, que personne ne craint, et à qui le ministère n'accorde aucune importance ?

Les ministres n'en ont-ils pas eu assez de cette farce ? Les Anglais ne se sont-ils pas lassés de ce chahut ? N'est-il pas temps que les Égyptiens assistent enfin au sérieux, après avoir passé quatre années

dans le rire et la plaisanterie . . . ?

Taha Hussein

Al-Wadi, 4 août 1934.